

COMMÉMORATION DE LA FÊTE NATIONALE Le 14 juillet 2021

Monsieur le Député,
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis chaque année pour commémorer la fête nationale, qui prend ses racines dans cet événement fondateur qu'est la Révolution Française.

La Révolution Française est encore aujourd'hui un exemple dans bien des pays.

L'exemple d'un peuple qui a su se révolter et prendre son destin en main.

Le 17 juillet 1789, le peuple parisien, affamé, exploité, se soulevait contre le régime monarchique en s'en prenant au symbole de l'arbitraire royal : la Bastille.

Ce fut le début d'un long processus révolutionnaire et émancipateur ponctué de dates qui ont marquées l'Histoire :

le 4 août 1789 : l'abolition des privilèges et des droits féodaux,

le 27 août 1789 : la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen,

1789, c'est aussi La naissance de la première assemblée nationale constituante qui proclamera la 1ère République le 22 septembre 1792.

Le 14 juillet est donc un moment de notre histoire que nous devons célébrer, mais que nous devons également cultiver.

Nous avons le devoir de veiller sur ce que nous ont légué les révolutionnaires : ces valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de justice, de démocratie.

Et cette année, cette commémoration prend une importance toute particulière au moment où notre démocratie est mise à mal par ce qu'on pourrait appeler la « grève civique ».

Je veux bien entendu parler de l'abstention.

A l'occasion des élections régionales et départementales le mois dernier, les Français se sont abstenus, à un niveau jamais atteint auparavant.

Sur 47,7 millions d'électeurs, 32 millions sont restés chez eux, sans compter les votes blancs et nuls.

Par ailleurs, 87 % des 18-25 ans ne se sont pas déplacés, ce qui est particulièrement inquiétant pour l'avenir.

Ce phénomène a de quoi nous alarmer et doit nous faire nous interroger sur ses causes profondes :

- est-ce le manque d'intérêt des médias pour les institutions départementales et régionales qui n'aide pas les citoyens à se sentir concernés ?

- Est-ce le flou savamment entretenu par certains candidats qui refusent d'assumer leur appartenance à une formation politique ?

Comment demander en effet aux électeurs de s'intéresser à la politique quand les candidats se disent eux-mêmes « apolitiques » ou se déguisent !

- est-ce l'image déplorable que renvoie la classe politique nationale, avec les affaires, les compromissions, la langue de bois ?

- Est-ce le traitement de la chose politique par les médias qui ne s'intéressent qu'aux stratégies politiciennes et aux enjeux d'appareils, alors que les Français attendent des réponses sur leurs problèmes quotidiens ?

Ce traitement alimente le sentiment du « tous pourris », alors que sur le terrain des milliers d'élus locaux s'engagent au quotidien pour l'intérêt général.

Mais l'abstention n'est pas le seul exemple de cette crise démocratique.

Dans certaines villes comme à Marseille, des bureaux de vote sont restés fermés, faute d'assesseurs.

Dans d'autres, des bulletins manquaient sur les tables.

Et que dire enfin du scandale des professions de foi que beaucoup d'électeurs n'ont pas reçus.

Le gouvernement avait en effet décidé de confier à une société privée l'acheminement de la propagande électorale.

Pourquoi donc changer un système qui fonctionne ?

Pour réaliser des profits, toujours plus de profits.

Pourquoi la démocratie ne serait-elle pas un marché comme un autre, se sont-ils dit ?

On mesure le cynisme absolu dans lequel nous entraîne ce genre de raisonnements qui ne jurent que par la rentabilité.

Il en va de même pour l'idée évoquée de proposer un vote sur internet.

Ce qui se cache derrière cette pseudo solution censée lutter contre l'abstention, c'est encore une fois la promesse de contrats juteux pour les entreprises du numérique, toujours prêtes à proposer des solutions techniques soi-disant infaillibles.

Mais dans les faits, on sait que le vote électronique ou postal ne feront que renforcer la méfiance des citoyens devant le risque de manipulation des résultats.

Avec le vote à distance et tous les risques de fraude qu'il comporte, on ne pourra jamais savoir qui a vraiment voté.

Seul la présence physique de l'électeur dans l'isoloir peut garantir la sincérité du vote.

Nous assistons donc à un début de privatisation de la démocratie qui est, à mon sens, tout aussi alarmant que l'abstention elle-même.

Mais il y a également d'autres signaux préoccupants.

Chacun a pu constater une dilution progressive du vivre-ensemble, marquée par le développement de l'individualisme, la

défiance vis-à-vis des institutions, ou encore la montée des idées complotistes.

On note également une libération de la parole raciste et réactionnaire depuis quelques mois, notamment sur certaines chaînes d'info en continu.

L'extrême-droite s'y exprime librement au quotidien, sans aucune contradiction, ce qui alimente la haine et aggrave d'autant les fractures de notre société.

Mais enfin et surtout, comment ne pas évoquer les multiples violations du contrat social censé lier le peuple à ses représentants nationaux.

Ce contrat social est la base de notre démocratie.

Il stipule que la souveraineté populaire s'exerce par la voie de ses représentants et que ces derniers sont tenus de défendre l'intérêt général et les droits élémentaires des citoyens.

Or, à quoi assiste-t-on depuis des décennies ?

A un détournement des biens et des richesses produites par les salariés, au profit d'une minorité de possédants, détournement minutieusement organisé et planifié par les gouvernements successifs.

Les exemples sont légions :

- la suppression de l'impôt sur la fortune,

- les 42 milliards du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), qui ne crée pas d'emplois mais remplit les poches des entreprises du CAC 40,

- les 6 milliards de cadeaux fiscaux à ces mêmes entreprises avec le Crédit Impôt Recherches.

(Le CIR dont a bénéficié SANOFI au passage, qui a licencié dans sa branche recherche et qui n'est toujours pas capable de proposer un vaccin contre la covid...)

Pendant ce temps, le nombre de milliardaires français a explosé (passant de 95 à 109 durant la pandémie), tout comme le montant des dividendes versés aux actionnaires.

Et le fameux « ruissellement » tant évoqué, s'est-il produit ? Non !

Les inégalités ont continué à se creuser, tout comme le chômage.

Quant au pouvoir d'achat, il ne cesse de régresser pour bon nombre de citoyens.

Pas étonnant que ces derniers boudent les urnes après avoir vu les différents gouvernements se muer en serviteur du marché, des grandes entreprises, du monde de l'argent.

Pas étonnant que la colère gronde quand les politiques menées le sont systématiquement dans l'intérêt des plus riches au détriment des salariés, des précaires et de tous ceux qui peinent à vivre décemment.

Pas étonnant que les citoyens déchantent après avoir entendu tant de beaux discours, après avoir fait tant confiance.

C'est un euphémisme de dire que les classes populaires, dans les années 80 et 90, ont été plus que déçues lorsqu'une certaine gauche qu'ils avaient appelés de leur vœux, a finalement tourné le dos au monde du travail et mis en œuvre des politiques pro patronales.

Et finalement, au bout du compte le sentiment pour beaucoup de Français que, avec ou sans vote, leur situation ne s'améliorera pas.

Pour autant, cette désaffection des urnes déplaît-elle aux classes dominantes ?

Pas du tout. Ces dernières sont les grandes gagnantes de l'abstention et peuvent continuer à mettre en œuvre leurs politiques antisociales, qui elles-même favoriseront l'abstention... C'est ce qu'on appelle un cercle vicieux.

Faut-il se résigner pour autant ? Non, bien entendu.

Les élus progressistes ne se résigneront jamais à voir les inégalités se creuser, à constater les dégâts des politiques ultralibérales, sans réagir.

Nous savons pour cotoyer la population au quotidien, pour connaître leurs difficultés concrètes, que l'abstention ne signifie pas un désintérêt de la population pour la politique.

Le mouvement des gilets jaunes nous a démontré que la France en colère savait se faire entendre, qu'il existait une profonde aspiration à ce que les choses changent.

Et nous ne cesserons jamais de rappeler que le vote est le prolongement des luttes sociales.

Si les citoyens continuent à s'éloigner du vote, le risque est grand qu'un régime autoritaire, vienne combler le vide laissé.

C'est une possibilité qu'il ne faut pas exclure, avec tout ce que cela comporte en termes de recul des libertés, de retour en arrière.

Nos concitoyens doivent reprendre le chemin des urnes, le chemin des mobilisations, des luttes sociales.

Ils doivent réapprendre à se mobiliser collectivement, pour des aspirations communes au-delà des intérêts particuliers.

Ce modèle républicain qui est le fruit de la lutte du peuple français depuis plus de deux siècles, doit toujours nous inspirer et nous guider.

Je vous invite toutes et tous à en prendre conscience et à lutter, vous aussi, en vous unissant.

Car l'Histoire nous l'a prouvé : seul le rassemblement du peuple peut transformer l'avenir.